



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 1 Août 2022

Régional

❖ Le secteur privé d'Afrique de l'Est suit de près les élections au Kenya

L'*East African Business Council* demande au Kenya de mener des élections pacifiques la semaine prochaine, mardi 9 août, afin de garantir la continuité de la circulation des marchandises sur l'autoroute *Nothern corridor* qui relie l'Ouganda, le Rwanda, le Sud-Soudan et la République démocratique du Congo au port de Mombasa. Ceci afin d'éviter les pertes commerciales issues d'une élection contestée, comme cela a été le cas en 2007. Le directeur général de la *Kenya Association of Manufacturers* a souligné que les investisseurs, locaux et étrangers, attendent l'issue des élections avant d'avancer sur les projets en cours et avant de lancer de nouveaux projets. Ainsi, le Kenya est sous pression pour assurer la sécurité sur cette route à partir de la semaine prochaine. Le secrétaire principal de la Communauté de l'Afrique de l'Est a déclaré que le gouvernement avait mis en place des infrastructures qui permettront la circulation des marchandises du port de Mombasa jusqu'au port de Kisumu pour une transmission ultérieure vers l'Ouganda et la RDC.

❖ 10 startups décrochent le prix *Keeling Curve* sur l'innovation climatique

Placé sous le signe de l'innovation climatique, le prix *Keeling Curve*, décerné par le Projet d'atténuation du réchauffement climatique vient récompenser cette année 10 startups pour leurs solutions écologiques dans les secteurs de la mobilité, de la finance et de l'énergie. Pour cette édition, le jury était composé de représentants de l'Institut mondial pour la croissance verte (GGGI), de Tesla, du Conseil mondial de l'océan (WOC), d'Amazon, ainsi que du Centre d'innovation climatique du Kenya, qui ont sélectionné les 10 startups qui se partageront les 250 000 USD. Des initiatives Est-africaines ont été récompensées, à l'image de l'entreprise kenyane de mobilité *BasiGo* fondée en 2016 qui a mis en circulation à Nairobi ses bus électriques assemblées localement à partir des pièces du constructeur chinois *BYD Automotive*. L'entreprise *Wastezon* basée au Rwanda s'est démarquée par son application mobile qui met en lien les industries et les ménages pour le recyclage des déchets solides dans la capitale Kigali. Dans le secteur de l'énergie, c'est la société *Koko Networks* qui remporte le prix avec sa solution de cuisson propre « *Koko Fuel* » à base de bioéthanol proposant ainsi une alternative à l'utilisation du charbon de bois et du bois pour la cuisson, responsable important de la déforestation

et des émissions de dioxyde de carbone en Afrique de l'Est. Ces projets ouvrent la voie à la distribution et à l'accès à des systèmes énergétiques à émissions faibles voire nulles, décarbonant l'utilisation de l'énergie.

❖ Bilan sur le marché commun de la CAE

La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) a tenu un sommet à Arusha du 20 au 22 juillet afin de faire le point sur la mise en œuvre du protocole de marché commun établi il y a 11 ans. Malgré certaines avancées, comme l'introduction du passeport CAE et les déplacements sans visa pour les citoyens de la CAE, les barrières non tarifaires (BNT) et les réglementations non-harmonisées ont été identifiées comme les principaux obstacles à la mise en œuvre complète du protocole. Depuis l'adoption de celui-ci, les États partenaires de la CAE ont réussi à résoudre 230 BNT à la fin du mois de février 2022 mais de nouvelles BNT sont apparues. Les BNT récurrentes sont soit le refus d'un traitement tarifaire préférentiel, soit des pratiques discriminatoires à l'encontre des biens et services. Actuellement, le commerce entre partenaires est de 20%, ce qui montre que les membres de la CAE commercent davantage avec des pays extérieurs au bloc qu'avec des États partenaires, et deviennent des importateurs de produits et de services qui, idéalement, devraient provenir de chez eux. La faible intégration régionale qui en résulte entrave l'harmonisation des taxes comme le demandait la communauté d'affaires de la région.

❖ Burundi

Le Burundi accueillera la deuxième conférence-exposition régionale du tourisme

Lors d'une table ronde des partenaires locaux et internationaux pour la mobilisation des financements pour cet événement, la ministre du Tourisme burundaise a indiqué que son pays accueillerait la deuxième conférence-exposition régionale du tourisme (EARTE-2022) du 23 septembre au 30 septembre. Elle a aussi interpellé les ambassadeurs à faire la promotion du Burundi dans ce secteur touristique. Destination touristique marginale de l'AEOI sur la décennie (2,2 % des arrivées touristiques étrangères de la zone sur la période 2010-2017), le Burundi a été affecté par la crise sanitaire et économique, avec la suppression de 28 100 emplois dans le secteur, et une baisse de 45,2 % de la contribution du secteur au PIB.

❖ Comores

Pas de brève cette semaine

❖ Djibouti

Pas de brève cette semaine

❖ Erythrée

Pas de brève cette semaine

❖ Ethiopie

Hausse des exportations de biens de 4,12 Mds USD

Les exportations de biens ont rapporté 4,12 Mds USD sur l'exercice 2021/22, soit une hausse de 14 % par rapport à l'année précédente. Les denrées agricoles non-transformées représentent près des trois quarts des recettes, à près de 1 Md USD. En effet, le café demeure le premier poste d'exportation avec 1,4 Md ETB, suivi du khat et des fleurs coupées. Les industries manufacturières ont généré 500 MUSD de revenus d'exportation, tandis que le secteur minier représentant chacun 12 % des revenus totaux. En revanche, les recettes générées par les exportations d'or s'élèvent seulement à la moitié de ce que les autorités avaient prévu, tandis que le cuir et les produits en cuir ont rapporté un tiers des projections.

L'inflation se stabilise à un niveau élevé

D'après l'Agence des statistiques éthiopiennes, en juin 2022, l'indice général des prix a affiché une augmentation de 34,0 % en glissement annuel (g.a), soit 3,2 points de moins qu'en juin 2021. L'inflation se maintient donc à un niveau élevé, en raison principalement de la forte hausse des prix des produits alimentaires (+ 38,1% en g.a. par rapport à juin 2021), qui découle des augmentations du prix de l'huile alimentaire (+ 62,1 % en g.a.), des produits laitiers et des œufs (+ 52,1 % en g.a.), de la viande (+ 34,5 % en g.a.) et des céréales (+ 29,4 % en g.a.). L'augmentation des prix des produits non-alimentaires s'établit de son côté à 28,4 % en g.a. Les difficultés d'approvisionnement, la pénurie structurelle de devises, l'insuffisante production locale industrielle et agricole, la levée progressive des subventions sur le blé et le pétrole ainsi que le financement des déficits par de la création monétaire constituent les principales sources d'inflation.

Kenya

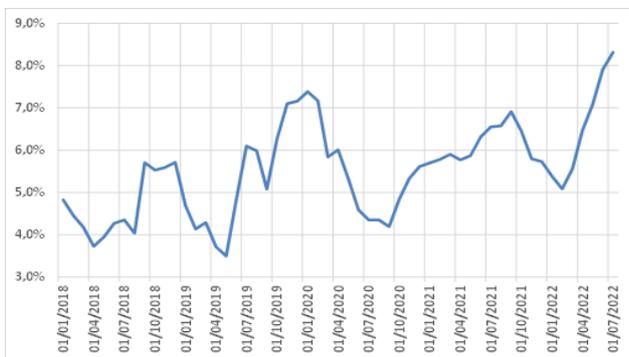
La loi sur le système de dédouanement électronique entre en vigueur

Les commerçants risquent jusqu'à 500 000 KES (environ 4039 euros) d'amende ou un an de prison s'ils ne s'enregistrent pas en ligne pour le dédouanement de toutes les importations et exportations, l'État cherchant à combler les failles utilisées pour faire entrer ou exporter des produits. Cette mesure fait suite à la création d'un système de dédouanement électronique dites *National Electronic Single Window System* qui, à partir du 11 juillet 2022, est la seule plateforme légale pour le traitement, le dédouanement et l'approbation des importations et des exportations, donnant ainsi à l'État davantage d'outils pour lutter contre l'évasion fiscale. La plate-forme est également destinée à faciliter les formalités de dédouanement en offrant une plate-forme unique regroupant multiples agences. Le Kenya a introduit une plateforme électronique unique pour le dédouanement des marchandises en 2012, mais celle-ci n'avait pas de fondement juridique donc sa mise en œuvre n'a pas été satisfaisante. On estime à 15 000 seulement le nombre de commerçants qui se sont inscrits au système l'année dernière. Le système de dédouanement électronique du fret fait également partie d'un accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui a été ratifié en 2017 pour stimuler le commerce régional et international : il oblige tous les pays membres à adopter le paiement électronique des droits, taxes, redevances et autres frais de douane dans l'importation et l'exportation de fret.

Hausse de l'inflation pour un 5^{ème} mois consécutif (+ 8,3 %)

Pour le 5^{ème} mois consécutif, l'inflation, telle que mesurée par le *Consumer Price Index (CPI)*, est en hausse et s'établit à 8,3 % en juillet en glissement annuel (g.a), après 7,9 % en juin et 7,1 % en mai. Cette hausse des prix en g.a s'explique

principalement par l'augmentation du prix des boissons non-alcoolisées (+15,3%), des transports (+7,0%) et du logement, eau, électricité et gaz (+5,6 %). Ces trois catégories comptent pour plus de 57 % du CPI. Par exemple, le kilo de carotte a augmenté de 41,1% en un an, pour atteindre 93,2 KES en juillet 2022 ; et celui de grain de maïs est passé de 55,0 KES à 72,0 KES entre juillet 2021 et juillet 2022 (+ 31,5 %). Malgré ce 2^{ème} mois au-dessus de la fourchette cible d'inflation de la Banque centrale (2,5% - 7,5%), le *Monetary Policy Committe* de la Central Bank of Kenya (CBK) a décidé, mercredi 27 juillet, de ne pas procéder à une nouvelle hausse du taux directeur, après celle de 50 points de base de mai dernier qui l'avait porté à 7,5 %. Selon Patrick Njoroge, gouverneur de la CBK, la subvention sur la farine de maïs mise en place par le gouvernement devrait permettre un retour de l'inflation dans la fourchette cible dès le mois d'août, justifiant ainsi qu'une augmentation du taux directeur n'était pas nécessaire.



Un système de défluoration de l'eau bénéficiera à 500 000 personnes à Naivasha

Naivasha, le sous-comté de Nakuru vient de se doter d'un système de défluoration afin d'améliorer l'approvisionnement en eau potable des populations. A l'instar d'autres régions du Kenya, Naivasha présente des concentrations élevées de fluorure, au-delà des 1,5 mg/L autorisés par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Le nouveau système permettra de réduire le niveau de fluorure contenu dans les eaux souterraines et défluorer l'eau provenant de la

rivière de Malewa à l'aide de filtres de défluoration utilisant la technologie locale de carbonisation des os, dont la composition chimique, une fois les os brûlés, broyés et tamisés, permet l'absorption du fluor de l'eau. Selon la *Kenya Society for Fluoride Research*, 19 millions de Kenyans souffriraient de fluorose due à une importante exposition à une eau à forte concentration en fluor. Ce système, inauguré par le gouverneur de Nakuru, Lee Kinyanjui, bénéficiera à 500 000 personnes. Cette initiative kenyane de défluoration rejoint des projets mis en œuvre par d'autres pays africains, en Namibie par exemple où est installée une usine de défluoration dans la ville d'Eenhana depuis février 2021.

La suspension des fournisseurs d'informations sur le crédit ralentit les prêts à risque des banques

Selon l'analyse du *Business Daily*, le taux moyen de prêt dans le secteur s'est établi à 12,22 % en mai, une augmentation marginale qui signale la lenteur de l'octroi de prêts aux clients plus risqués (qui devrait obtenir un intérêt plus élevé et donc faire augmenter le taux moyen). Et ce, malgré le fait que près de la moitié de ces institutions ont reçues l'approbation de la Banque centrale du Kenya (CBK) pour mettre en œuvre un système de prêt basé sur le risque, dans lequel les emprunteurs plus risqués peuvent obtenir des prêts, mais à des taux d'intérêt plus élevés. Suite à une directive émise par le président en septembre de l'année dernière, la déclaration des défauts de remboursement des prêts inférieurs à 1 MKES (environ 40 385 EUR) a été suspendue pour une durée d'un an, privant ainsi les prêteurs des données justificatives nécessaires pour estimer avec précision le profil de risque d'un client et connaître le niveau d'exposition d'une banque. La suspension de la liste des emprunteurs défaillants faisait partie des mesures visant à protéger les emprunteurs touchés par la pandémie de Covid-19.

 **Madagascar**

La Banque centrale relève les taux de facilité de dépôt à 6,9 % et de prêt marginal à 8,9 %

A l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire le 2 août 2022, la Banque centrale malgache (BFM) a une nouvelle fois décidé de modifier le corridor des taux d'intérêt en relevant le taux des facilités de dépôt à 6,9% après une hausse de 4,1% à 6% en mai dernier. Celui des facilités de prêt marginal augmente également à 8,9% (après une hausse de 7,2% à 8%). Le coefficient des réserves obligatoires unique est pour sa part maintenu à 13%. La banque centrale motive sa décision par les pressions inflationnistes générées par la récente hausse des prix du carburant, ainsi que des incertitudes sur les prix à l'international de l'énergie et des produits céréaliers, liées au conflit en Ukraine.

Maurice

Moody's abaisse la note de Maurice à Baa3

L'agence de notation *Moody's* a abaissé sa notation sur les émissions à long terme de l'Etat mauricien de Baa2 à Baa3, accompagnée d'une perspective stable. Cette modification est expliquée par les incertitudes liées à un contexte économique défavorable mais également par le recours à « des mesures ponctuelles non-conventionnelles » qui génèrent un risque d'affaiblissement des performances budgétaires de l'Etat. Malgré cette dégradation, la place financière mauricienne conserve son *Investment Grade* et les principales banques commerciales du pays (MCB, SBM, Absa Bank...) voient leurs notations maintenues à des niveaux favorables. Le secteur financier pourrait ainsi capitaliser sur cette solidité pour pallier les effets de la dégradation de la note souveraine.

Ouganda

Point sur la hausse du niveau général des prix et la politique monétaire

Le 28 juillet dernier, la banque centrale ougandaise, *Bank of Uganda (BoU)*, s'est engagée à maintenir l'inflation en-dessous de la barre des 10%. Bien qu'aucune précision n'ait été apportée concernant la politique monétaire qui sera conduite pour satisfaire cet objectif, les taux d'intérêt associés aux crédits accordés par les banques commerciales refléteront certainement cette orientation. Pour mémoire, la banque centrale avait déjà augmenté son taux directeur de 1% au mois de juillet. Ce resserrement de la politique monétaire intervient alors même que le ministère des Finances a également prévu une politique budgétaire restrictive pour l'exercice 2022/2023. Le budget alloué aux services de santé, d'éducation, de développement et de défense sera amputé de quelques milliards de shillings, ramenant sa part à 18,9% du budget trimestriel national contre 25% habituellement.

Des difficultés dans la collecte des données sur les ménages retardent le déploiement du *Parish Development Model*

Alors qu'il estime que 42,1% des Ougandais (soit 17,2 millions d'individus) sont dans une forme de pauvreté multidimensionnelle, caractérisée par une privation de l'accès aux biens de première nécessité, *Uganda Bureau of Statistics (UBOS)* conseille cependant de retarder le versement des 100 MUGS (environ 26 000 USD) promis aux paroisses du pays, conformément au *Parish Development Model (PDM)*. Ce plan, qui vise à faire sortir 3,5 millions de ménages de l'agriculture de subsistance, repose en effet sur la récolte préalable de données économiques à échelle des ménages. Toutefois, le directeur de UBOS, Dr Chris Mukiza, justifie ce report par des difficultés dans le financement de la collecte des

données au sein des différents districts. Dès lors et sur la base des enseignements tirés des précédents plans d'éradication de la pauvreté, le gouvernement préfère attendre une analyse complète des données permettant d'identifier les individus ayant le plus besoin de bénéficier du programme.

🍷 Rwanda

Des discussions sur la collaboration entre les autorités de protection des données au Rwanda et à l'île Maurice

En mars 2022, un bureau de protection des données a été créé au Rwanda suite à l'adoption, en octobre 2021, de la loi sur la protection des données personnelles et la vie privée, selon laquelle le consentement serait obligatoire avant la collecte et le traitement des données personnelles. C'est dans ce contexte que, la semaine dernière, le commissaire à la protection des données de l'île Maurice s'est rendu au Rwanda pour discuter de la collaboration entre les autorités de protection des données des deux pays. La réunion a rassemblé les représentants de la banque centrale et des responsables de haut niveau des institutions financières du Rwanda. Dans ses remarques, la commissaire a partagé l'expérience de l'île Maurice en matière de mise en œuvre de la législation sur la protection des données personnelles et de la vie privée dans le secteur bancaire et financier.

🍷 Seychelles

Pas de brève cette semaine

🍷 Somalie

Pas de brève cette semaine

🍷 Soudan

Augmentation de prix à la pompe et baisse du taux d'inflation

Depuis le début de l'année, le Soudan en est à sa quatrième augmentation des prix à la pompe, qui ont progressé de plus de 110 % en monnaie locale et de plus de 60 % en dollar. Le prix du litre d'essence s'établit dorénavant à 762 SDG et celui du diesel à 750 SDG, soit des hausses respectives de 90 et 110 SDG. Dans le même temps, le bureau des statistiques a annoncé une baisse du taux d'inflation en glissement annuel, à 148 % pour le mois de juin contre 192 % au mois de mai, alors même que le taux de change du SDG se maintient à 577 SDG/USD.

🍷 Soudan du Sud

Vers un renouvellement du Transitional Financial Agreement avec le Soudan

Le traité d'arrangement financier transitoire (*Transitional Financial Agreement - TFA*), accord bipartite entre le Soudan et le Soudan du Sud signé en 2012 lors de la partition du pays, est arrivé à son terme en mars 2022 et, avec lui, l'obligation pour le Soudan du Sud de payer une taxe sur l'acheminement du pétrole national par des *pipelines* traversant le Soudan. Par conséquent, le ministère du Pétrole, par l'intermédiaire de son Sous-secrétaire d'État Awow Daniel Chuang, a exprimé le 21 juillet dernier son souhait de renouveler l'accord. En effet, en dépit du paiement de 3,03 Mds USD que le premier accord deux fois renouvelé a engendré, le Soudan du Sud a tout intérêt à coopérer avec son voisin pour permettre l'exportation de son pétrole brut. La production pétrolière, comptant pour 90 % des recettes du pays, est actuellement mise à mal par les

retombées de la pandémie et de fortes inondations des puits de pétrole qui ont drastiquement diminué le nombre de barils produits. Renouveler l'accord avec le Soudan permettrait de garantir des coûts de revient et un prix de vente soutenables.

La nouvelle taxe à l'entrée dans le Soudan du Sud inquiète les entreprises ougandaises

Au 1^{er} août 2022, tous les véhicules, en provenance de l'Ouganda, traversant la frontière de Nimule seront soumis à une taxe de 100 USD pour l'obtention d'un badge numérique de contrôle de la sécurité aux frontières et à un prélèvement supplémentaire de 60 USD pour traverser la frontière. Cette mesure qui doit, selon le ministère de l'Intérieur et la Direction de la police de la circulation, permettre de renforcer la sécurité et augmenter la collecte de recettes, engendrera des surcoûts pour les acteurs ougandais ayant des intérêts au Soudan du Sud, ce qui risque de pénaliser les relations économiques entre les deux pays. En particulier, les commerçants ougandais contestent cette nouvelle politique qu'ils qualifient de contraire au protocole du marché commun Est-africain. Ces derniers s'inquiètent de la hausse du coût de transport engendré par ces taxes, risquant de contraindre nombre de petites et moyennes entreprises à se retirer des marchés sud-soudanais.

Tanzanie

La première édition de « AFAWA Finance Series » a été organisée en Tanzanie

L'initiative « *Affirmative Finance Action for Women in Africa* » (AFAWA) de la Banque africaine de développement (BAD) a lancé la semaine dernière à Dar es Salaam la première édition de « *AFAWA Finance Series* » en collaboration avec le Fonds africain de garantie et l'Association des banquiers de Tanzanie. Plus de 200 représentants de banques et d'autres institutions financières, gouvernements, décideurs politiques et entrepreneurs ont participé les 26 et 27 juillet 2022 dans le but d'explorer les moyens de combler le déficit de financement de 42 Mds USD pour les petites et moyennes entreprises (PME) tenu par des femmes. La présidente de l'Association des banquiers de Tanzanie, Tuse Joune, a remercié la Banque africaine de développement et le Fonds africain de garantie pour le lancement de cette initiative qui assurera la croissance des petites et moyennes entreprises féminines en Tanzanie. En Tanzanie, il existe un déficit de financement important pour les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME), et la situation est particulièrement grave parmi les femmes entrepreneuses, car moins de 20 % ont accès aux prêts bancaires.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON

anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international